RAPPORT DE MISSION

Objet: Établissement d'un réseau d'analyse macroéconomique en Afrique centrale et de l'Ouest - Mission d'exploration

(projet C.R.D.I. PP-WA-19)

par André Martens*
Centre de recherche et développement en économique,
Université de Montréal.

Le 25 novembre 1987

* Professeur titulaire, Département de sciences économiques, et directeur adjoint pour le développement international, Centre de recherche et développement en économique, Université de Montréal (C.P. 6128, succursale "A", Montréal, Québec, Canada, H3C 3J7. Tél: (514) 343-6557. Télex: 05-25134 MTL/CRD).

TABLES DES MATIÈRES

		Page
SECTION 1:	INTRODUCTION	1
SECTION 2:	DÉTAIL DES RENCONTRES	4
	A. Cameroun: 14-18 octobre 1987	4
	B. Côte d'Ivoire: 18-23 octobre et 29 octobre 1987	10
	C. Mali: 23-28 octobre 1987	17
	D. Sénégal: 30-31 octobre 1987	22
	E. Zaïre: 8-13 octobre 1987	28
SECTION 3:	RÉSUMÉ ET CONCLUSION	33

SECTION I: INTRODUCTION

Ceci est le rapport d'une mission que j'ai effectuée, à la demande du Centre de recherches pour le développement international (Ottawa), du 8 octobre au 1er novembre, dans cinq pays d'Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Zaïre), dans le but d'explorer la possibilité de mettre en place un Réseau d'analyse macroéconomique pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest (ci-après RAMAFCO). J'aurais également dû aller au Burkina Faso, mais les événements politiques qui s'y sont déroulés peu avant mon arrivée m'ont obligé à renoncer à l'étape de Ouagadougou.

Il est envisagé que le RAMAFCO puisse permettre à des chercheurs de la région de travailler, à leur niveau national, sur des thèmes d'intérêt commun d'analyse économique. Le thème qui a été identifié pour les deux premières années de la vie du réseau est celui du développement et de la politique industriels et, en particulier, l'analyse du système de protection et d'incitations dont bénéficient les activités industrielles.

Le RAMAFCO est conçu comme un réseau "ouvert" à d'autres pays de la région. Les cinq pays initiaux (six avec le Burkina Faso) ont été choisis compte tenu de leurs niveaux différents de développement et d'industrialisation, de leurs dotations différentes en matières premières et de leurs situations géographiques variées (pays équatoriaux, tropicaux et soudano-sahéliens, pays maritimes et enclavés, ...). Une autre raison du choix est plus pragmatique: on y connaissait l'existence de chercheurs. Tous ces pays, sauf un, sont dans la zone monétaire CFA où il existe une parité fixe entre le franc français et la monnaie de la zone (le franc CFA). L'exception est le Zaïre dont le taux de change flotte plus ou moins librement.

---

1 Le Club du Sahel (O.C.D.E. - Paris) a co-financé la partie "sahélienne" de ce voyage, dans la mesure où certaines des rencontres ont aussi eu pour objectif d'évaluer le processus d'ajustement structurel au Sahel.

Il est prévu, du moins dans une première phase, que les pays membres du RAMAFCO soient des pays où le français peut être utilisé comme langue de travail.

Le format de mes rencontres a été le suivant. Je m'adressais directement à des groupes de chercheurs ou des chercheurs individuels sans nécessairement passer par leur institution de tutelle, comme les ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Mes questions principales étaient: que pensaient-ils du thème dans le contexte de leur propre pays? quelles étaient leurs motivations à faire de la recherche? Ici, suivait une énumération, de ma part, du type de support que peut apporter un réseau, soulignant que cela excluait des honoraires pour les chercheurs. Si les chercheurs appartenaient à l'Université, une visite était, en général, également effectuée auprès de l'administration économique du pays pour évaluer son intérêt à contribuer à la recherche proposée. Finalement, j'exposais, aux représentants canadiens dans les différents pays, l'objet de ma mission.

On trouvera ci-après le détail de mes rencontres, pays par pays (section II), suivi d'un résumé et d'une conclusion (section III).

Ce voyage n'aurait pas été possible sans l'aide des services de la vice-présidence Afrique francophone de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et sans celle des représentants canadiens dans les pays qui ont organisé la plupart des rendez-vous sur ma demande. Ann Whyte, directrice de la Division des sciences sociales au C.R.D.I., et ses collaborateurs, Jeffrey Fine, David Glover et Réal Lavergne, ont été étroitement associés au projet de la mission. En particulier, Réal Lavergne m'a précédé, il y a quelques mois, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Zaïre. Son voyage a permis de préparer les intéressés à ma visite.

Ce rapport a été dactylographié par Sharon Brewer et relu par Marie-Christine Thirion du Centre de recherche et développement en économique de l'Université de Montréal.

Montréal, novembre 1987

AVERTISSEMENT

Lorsqu'une personne est citée dans le texte, on trouve d'abord son prénom et ensuite son nom. Ceci n'est pas nécessairement l'usage dans chacun des pays. Dans certains, le nom précède le prénom, conformément aux règles de l'état civil; dans d'autres, le prénom est en fait un post-nom. Nous n'avons pas fait précéder le nom du titre de la personne (docteur, professeur, etc.) afin de ne pas allourdir le texte et d'éviter les erreurs si fréquentes en ce domaine.

Nous avons jugé utile, lorsqu'il s'agissait d'interlocuteurs principaux, de donner de brefs renseignements sur leur biographie, leurs travaux, leurs intérêts. Etant donné que ce rapport n'est pas de nature confidentielle, il ne s'est donc pas agi de "ficher" les personnes rencontrées, mais plutôt de les "faire vivre" pour ceux qui devront s'impliquer ultérieurement dans RAMAFCO sans avoir participé aux rencontres initiales.

SECTION II: DÉTAIL DES RENCONTRES

A. Cameroun: 14-18 octobre 1987

Mon contact principal au Cameroun a été B. Nssah Essama, vice-doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques et chargé de gestion (c'est-à-dire directeur) du Département des sciences économiques de l'Université de Yaoundé. Essama a un Ph.D. en économie (spécialisation économétrie) de l'Université du Michigan (Ann Arbor). Je connais Essama depuis plusieurs années. Durant l'été 1979, alors qu'il était encore en résidence de recherche à Ann Arbor, il a participé à une étude, qu'effectuait le C.R.D.E. pour le Club du Sahel (O.C.D.E. - Paris), sur l'estimation des dépenses récurrentes de fonctionnement et d'entretien du programme semencier national de la République du Niger. Depuis son retour au Cameroun, il y a environ six ans, Essama a surtout travaillé sur les problèmes de prix agricoles.[2] La majeure partie de son temps a toutefois été mobilisée par sa charge de vice-doyen dans une faculté qui compte environ 17 000 étudiants.

Essama a des raisons personnelles et institutionnelles d'accueillir tout effort du C.R.D.I. de revitaliser la recherche économique au Cameroun. Sur le plan personnel, il estime avoir "fait sa part" pour ce qui est des tâches administratives et est tout à fait conscient de la nécessité pour lui de reprendre une recherche active. Son objectif est de construire un modèle de l'économie camerounaise (il avait déjà entamé un tel projet en 1986, mais, faute de fonds suffisants de l'Université de Yaoundé, il dut interrompre l'exercice).[3] Il suggère toutefois une procédure en étapes de la construction d'un tel modèle, une des étapes étant la spécification sectorielle. A ce titre, le thème du réseau, à savoir l'analyse du secteur et des politiques

---

2 B. Nssah Essama: Some First Order Effects of Cocoa Pricing in Cameroon, Department of Economics, The University of Yaounde, Yaounde, octobre 1987.

3 B. Nssah Essama: Development and Application of an Econometric Model of the Cameroonian Economy, Research Proposal, Project no FD-85-094, Faculty of Law and Economics, The University of Yaounde, Yaounde, décembre 1985.

industriels, l'intéresse au plus haut point. Il est ainsi prêt à diriger une équipe nationale dans le cadre du réseau. Sa collaboratrice principale serait Madame Mkangia (que je n'ai pas rencontrée), de nationalité ivoirienne. Mkangia est enseignante à l'Université de Yaoundé et Ph.D. en économie (spécialisation économétrie) de l'Université de l'Illinois. A l'équipe, s'ajouteraient deux ou trois étudiant(e)s de doctorat de l'Université de Yaoundé, en quête de sujet de thèse.

Au désir personnel de Essama de faire de la recherche, se greffe une dimension institutionnelle qui le touche ainsi que la plupart de ses collègues: la promotion de carrière. Par ordre ascendant, la hiérarchie professorale est en effet la suivante à l'Université de Yaoundé: assistant, chargé de cours (au Canada, professeur adjoint), maître de conférence (professeur agrégé), professeur de rang magistral (professeur titulaire). Or, en sciences économiques, à l'heure actuelle, à l'exception de Germain Ndjieunde, qui est professeur de rang magistral, tous les autres sont ... chargés de cours, y compris le vice-doyen. La règle veut que, pour passer de chargé de cours à maître de conférence, il faut avoir publié six articles dans des revues internationales de qualité. Cette exigence ne peut pratiquement pas être satisfaite par les intéressés, tant, à titre d'exemple, sont démunies les bibliothèques de l'Université. Dans la plupart des cas, non seulement on n'a pas ce qui se publie, mais encore, il est difficile de savoir, en général, ce qui s'est publié, phénomène que j'ai retrouvé d'ailleurs dans la plupart des pays visités. Il va sans dire que tout support scientifique et matériel, qui permettrait à des chargés de cours de "débloquer" leur dossier de promotion, est le bienvenu à Yaoundé.

Essama serait donc désireux de participer à la réunion d'élaboration du projet de réseau qui doit se tenir à Dakar en 1988. Le doyen de la Faculté, Peter Yana Ntamark, m'a donné son accord à l'occasion d'un déjeuner qu'il m'a offert, de même que le vice-chancelier de l'Université de Yaoundé, en charge des affaires académiques et de la

recherche, Ngu Lifanji. Ce dernier m'a d'ailleurs souligné que c'est la possibilité d'associer au projet des doctorants de l'Université de Yaoundé, qui le séduit le plus. Trop d'étudiants, en effet, terminent leur scolarité de doctorat sans jamais, faute de moyens, faire de thèse.[4] Il m'a aussi offert d'être sur le comité de rédaction de la Revue camerounaine d'économie que veut lancer la Faculté.

J'ai ensuite rencontré des fonctionnaires de l'administration économique du pays.

J'ai d'abord été reçu par Patrice Mandeng, directeur de l'industrie au Ministère du commerce et de l'industrie. Mandeng est titulaire d'un doctorat en économie d'une université d'Allemagne fédérale. La direction de l'industrie emploie environ 40 cadres supérieurs (ingénieurs, économistes, gestionnaires, ...). Elle fait surtout du diagnostic et de l'évaluation d'entreprises, tout en ayant un droit de regard sur les études faites par des cabinets-conseils étrangers. Elle travaille en liaison étroite avec la Société Nationale d'Investissement. Patrice Mandeng s'est dit très intéressé de voir se former à l'Université un groupe de recherche sur le développement industriel, qui serait dirigé par Essama qu'il connaît de réputation. Il serait prêt, lorsque le groupe fonctionnera, de mettre à la disposition des chercheurs l'un de ses cadres. Celui-ci pourrait, entre autres, faciliter l'accès des chercheurs aux données de base et canaliser les résultats de la recherche vers les décideurs. En échange, l'intéressé perfectionnerait, à l'occasion du projet, ses outils d'analyse.

J'ai ensuite rencontré Lazare Essomba, administrateur civil principal et sous-directeur de la coopération internationale au Ministère du commerce et de l'industrie. Il me recevait au nom de Tapissi,

---

4 Les études de sciences économiques comprennent une licence (trois ans), suivie d'une maîtrise (un an) avec mémoire, et se terminent par le doctorat qui comprend un minimum d'une année de scolarité. Dans ce pays bilingue qu'est le Cameroun, l'Université fonctionne indifféremment en anglais et en français, les cours étant dispensés dans la langue choisie par l'enseignant, semble-t-il.

directeur du commerce extérieur au même ministère, qui était retenu ce jour-là à Douala, capitale économique du pays, par des négociations avec des acheteurs étrangers de bananes camerounaises. La direction du commerce extérieur s'occupe, entre autres, de la promotion des exportations, de la réglementation des importations et des relations avec le GATT (Genève). Essomba s'est immédiatement mis au diapason de mes préoccupations, en me disant que le Cameroun est forcément limité dans les initiatives qu'il peut prendre pour encourager et protéger les activités industrielles locales. Il ne peut pas modifier, du moins unilatéralement, son taux de change nominal, une parité fixe existant entre le franc CFA et le franc français. Il ne peut pas modifier non plus, de manière unilatérale, son tarif douanier, ce dernier étant commun aux six pays de l'UDEAC ou Union douanière et économique de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Tchad). A ce titre, une protection "nationale" ne peut reposer que sur des mesures de subventions, de contrôles directs ou de surcharges fiscales. Essomba a vu, à ce titre, l'intérêt que pourrait présenter, pour son pays, le calcul de taux de protection nominale et effective, qui permettraient d'évaluer, sous la forme d'un indicateur numérique unique, le degré de protection (ou de déprotection) dont jouissent les entreprises nationales. Essomba est ouvert à l'idée de voir l'un de ses collaborateurs faire le lien avec le groupe que dirigerait Essama.

J'ai fait, de ma propre initiative ou à la demande de l'Ambassade du Canada, d'autres rencontres à Yaoundé. Ce furent Robert Nantchouang (M.Sc. en économie de l'Université de Montréal) et Lazare Béla (Ph.D. en économie de l'Université de Montréal), tous deux professeurs à l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) de Yaoundé (anciennement ISPEA). L'ISSEA est un institut de formation, essentiellement de statisticiens, qui est sous la tutelle du Ministère du plan et de l'aménagement du territoire du Cameroun, tout en ayant une vocation internationale puisque les élèves proviennent des six pays de l'UDEAC (le directeur actuel est d'ailleurs équato-guinéen).

J'ai rencontré également, au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRES), Isaac Njifakue, coordonnateur principal du Réseau africain des journalistes scientifiques (RAJS), créé à Kinshasa en avril 1987. Njifakue connaît bien les activités du C.R.D.I., en Afrique, dans le domaine de la communication et de l'information. Il a attiré mon attention sur l'existence à Yaoundé du Centre de recherche économique et sociale, qui se trouve sous l'égide de l'Institut des sciences humaines, qui est un des instituts extra-universitaires placés sous la tutelle du MESRES. Le directeur de ce centre est Wilfred Ndongko que je n'ai pas rencontré et qui semble vouloir, à l'heure actuelle, mettre sur pied une association d'économistes de l'Afrique centrale.

Au bureau de l'agence américaine d'aide (USAID), j'ai exposé l'essence du projet de réseau à Bob Shoemaker, responsable de la conception et de l'évaluation des projets, et à Tham V. Truong, économiste. Ce dernier, qui a travaillé sur l'impact qu'ont les unions douanières sur les finances publiques des pays en développement,[5] m'a souligné le degré de complémentarité qui pourrait exister entre des études qu'effectuerait le groupe de Essama sur la protection de l'industrie camerounaise et une étude importante que supporteront conjointement USAID et la Banque Mondiale au centre universitaire de Dscheng (ouest du Cameroun) et qui portera sur les structures de prix des produits de l'agriculture et des industries agro-alimentaires. L'expatriée qui sera associée au projet est Madame Minhchau Nguyen (que je crois avoir rencontrée en Mauritanie, dans les années 70, alors qu'elle y construisait des comptes nationaux dans le cadre d'une mission de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique), tandis que le coordonnateur du projet à la Banque Mondiale est Kevin M. Cleaver, en charge des opérations agricoles au Africa Regional Office - Country Department I (tél.: (202) 473-4595 à Washington).

5 T.V. Truong and D.N. Gash: "Less-developed Countries Taxable Capacity and Economic Integration: A Cross-sectional Analysis", The Review of Economics and Statistics, vol. LXI, no 2, mai 1979, pp. 312-316.

J'ai finalement, à la fin de mon séjour à Yaoundé, fait un résumé de mes rencontres à François Arsenault, conseiller à la coopération à l'Ambassade du Canada, qui avait organisé mon séjour. Roger H. Délanger, premier secrétaire, a également assisté à l'entretien. Arsenault m'a rappelé l'existence à Douala du projet de coopération entre l'Ecole supérieure de sciences économiques et commerciales (ESSEC) du Cameroun et le Centre d'études en administration internationale de l'Ecole des hautes études commerciales (H.E.C.) de l'Université de Montréal (CETAI) (responsables canadiens: André Poirier et Jacques Boisvert, tél.: (514) 340-6189 à Montréal). Ce projet, financé depuis 1984 par l'ACDI, semble jouir d'une très bonne réputation. Il prévoit notamment que des professeurs camerounais viennent enseigner, pour des périodes courtes, aux étudiants des H.E.C. de l'Université de Montréal. Ces professeurs, dit-on, ont souvent reçu les meilleures évaluations des étudiants montréalais. Il s'agit là d'un type d'incitation que l'on voudra peut-être retenir pour le réseau.

Quelques adresses utiles

1. Faculté de droit et des sciences économiques, Université de Youndé, B.P. 1365, Yaoundé. Contact principal: B. Nssah Essama, vice-doyen (tél. au bureau: 23.08.57).

2. Patrice Mandeng, directeur de l'industrie, Ministère du commerce et de l'industrie, B.P. 5368, Yaoundé (tél. au bureau: 23.26.37, télex: 8203 KN).

3. Lazare Essomba, administrateur civil principal et sous-directeur de la coopération internationale, Ministère du commerce et de l'industrie, B.P. 5368, Yaoundé (tél. au bureau: 23.40.40, poste 272, télex: 8638 KN).

4. Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA), B.P. 294, Yaoundé. Contacts: Robert Nantchouang et Lazare Bela, professeurs.

5. Ambassade du Canada, Immeuble Stamatiades, B.P. 572, Yaoundé. Contact principal: François Arsenault, conseiller à la coopération (tél. au bureau: 22.10.90 et 23.02.03, télex: 8209 KN).

6. USAID, B.P. 817, Yaoundé. Contact principal: Tham V. Truong, économiste (tél. au bureau: 22.05.81 et 22.02.69).

7. Isaac Njifakue, coordonnateur principal du Réseau africain de journalistes scientifiques, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, B.P. 1457, Yaoundé (tél. au bureau: 23.16.50, télex: 8418 KN).

B. Côte d'Ivoire: 18-23 octobre et 29 octobre 1987

En juillet 1987, Réal Lavergne (C.R.D.I. - Ottawa) avait rencontré les membres d'un groupe de recherche qui venait de se constituer à la Faculté des sciences économiques de l'Université d'Abidjan: le Groupe d'étude et de recherche en industrie et développement - Abidjan (GERIDA).

Le GERIDA est dirigé par le vice-doyen de la Faculté des sciences économiques, Eba Aka. Ce dernier enseigne le commerce international et a consacré sa thèse, à l'Université de Strasbourg, à l'intégration industrielle des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le "noyau" du groupe comprend, outre Eba Aka, Bohoun Bouabré (qui a travaillé avec Sylviane Guillaumont à l'Université Clermont I sur l'endettement extérieur des pays en développement), Oussou Kouassy (qui a étudié à l'Université Paris X - Nanterre, où il s'est intéressé à l'impact de la crise mondiale sur les pays d'Afrique Noire) et Placide Zoungrana (qui a fait l'économie rurale à l'Université de Montpellier). Au total, le GERIDA comprend trois spécialistes en gestion - management, un en socio-économie rurale, deux en économie internationale, un en économie spatiale et un en prospective. Ma rencontre avec le noyau du groupe s'est faite en présence du nouveau

doyen de la Faculté, Adama Bakayoko (Ph.D. en économie de l'Université de Floride à Gainesville).

Comme au Cameroun, les chercheurs rencontrés ont une incitation principale: la promotion académique. Celle-ci se fait sur la base d'une évaluation des travaux de recherche. L'échelle professorale suit le cheminement assistant, maitre-assistant, maître de conférence, professeur titulaire. Les règles de la promotion sont celles du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) dont le secrétariat exécutif est à Ouagadougou (Burkina Faso). Les études en économie comprennent trois cycles: un premier cycle de deux ans qui est sanctionné par le diplôme d'études universitaires générales (DEUG), un deuxième cycle de deux ans dont la première année se termine par une licence et la deuxième par une maîtrise, et, enfin, un troisième cycle où l'on obtient un diplôme d'études approfondies (DEA). A partir de l'année de licence ou troisième année d'études, l'étudiant a le choix entre deux orientations: l'économie publique et l'économie de l'entreprise. Le dilemme auquel semble être confrontée la Faculté des sciences économiques, à l'heure actuelle, est le suivant: alors que la majeure partie des enseignants ont une orientation "économie publique", la majorité des étudiants, obéissant aux signaux de l'ajustement structurel (privatisation, "dégraissage" de la fonction publique, etc.), choisissent l'orientation "économie de l'entreprise". Si bien que plusieurs enseignants ont décidé de réapprendre leur métier sur le tas en s'intéressant à l'activité boursière et en dévorant des manuels d'organisation de l'entreprise, de comptabilité privée et de gestion du personnel. Cette situation valait la peine d'être décrite, car elle n'est pas sans impact sur l'orientation future que veut se donner le GERIDA dont les membres sont, rappelons-le, aussi des enseignants.

En effet, il est apparu clairement, au cours de la discussion, que le GERIDA, tout en retenant des grands thèmes (industrie-Etat, industrie-environnement, industrie-structures de financement, industrie-autres secteurs), s'oriente, lorsqu'il s'agit de projets

concrets vers des études où les dimensions de mercatique (marketing) et d'organisation industrielle sont prédominantes. Parmi les sujets d'étude évoqués: la promotion intérieure de la consommation du café, l'étude comparative du prix de revient du sucre en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, la structure du marché du poisson et le développement de la pisciculture en Côte d'Ivoire, la formation des prix des produits vivriers en Côte d'Ivoire, etc. Mes interlocuteurs se sont d'ailleurs empressés d'ajouter que, si ces sujets de recherche ne "convenaient pas" au C.R.D.I., on pourrait en trouver d'autres. Je les ai rassurés en répondant que l'objet de ma visite n'était pas d'établir une liste de propositions d'études, mais plutôt d'évaluer dans quelle mesure le GERIDA avait la volonté et la capacité de faire partie d'un réseau régional d'analyse économique. J'ai aussi ajouté que le réseau, dans son fonctionnement, devra tenir compte des préoccupations nationales des groupes constituants et que, d'ailleurs, plusieurs des sujets retenus par GERIDA se prêtent bien à des analyses de coûts et d'incitations.

Après trois heures de réunion, le groupe GERIDA m'a fait visiter le local, relativement spacieux, qu'il occupe dans la Faculté: deux à troix tables de bureau et des étagères, pas de facilités micro-informatiques. D'une façon générale, même si Abidjan est la fenêtre ouverte sur l'Afrique moderne, sa Faculté de sciences économiques semble souffrir d'un manque évident de moyens matériels. GERIDA avait déjà sollicité dans le passé le bureau régional du C.R.D.I. à Dakar (le contact à Dakar avait été Marie-Hélène Collion). Actuellement, il prépare une demande pour du matériel d'impression, qu'il soumettra à l'Ambassade du Canada pour financement sur les fonds FAM de la mission (responsable: Linda English).[6]

J'ai ensuite rendu visite au Centre ivoirien de recherche économique et sociale de l'Université d'Abidjan (CIRES), que j'avais déjà visité en janvier 1982. Il faut rappeler que le C.R.D.I. finance

---

6 Les fonds FAM doivent être rebaptisés Fonds Canada.

plusieurs projets du CIRES, dont le projet no 3-P-86-0123 "Economie rurale-Afrique francophone" visant à établir deux réseaux de recherche en économie agricole, l'un tourné vers l'économie de la production et l'autre vers celle de la commercialisation et ce, à l'échelle des pays de la région (responsable au CIRES: Thomas Eponou).[7]

Le directeur du CIRES, Kouadio Yao, était absent d'Abidjan. Je fus reçu par le directeur adjoint, Jean-Marie Manso, et l'un des principaux chercheurs, Mody Bakar Barry. C'est ce dernier qui me décrivit les orientations de la nouvelle direction en matière de recherche. Barry m'expliqua que, ces dernières années, le CIRES a de plus en plus été assimilé à un institut de recherche en socio-économie rurale (c'était également ma perception). Or, le directeur Kouadio Yao voudrait changer cette image en ajoutant à l'axe d'économie rurale deux autres axes: celui de la macroéconomie (ajustement structurel, dette extérieure), à laquelle il s'intéresse particulièrement lui-même, et celui de l'économie des ressources humaines. En plus, serait créée une cellule de recherche en industrialisation, sous la responsabilité de Jacques Pegatienan, ancien directeur du CIRES, que je connais bien. Celui-ci parachève sa thèse de Ph.D. à l'Université de Boston (au centre d'études africaines de John Harris), qui est consacrée à la construction d'un modèle macroéconomique de l'économie ivoirienne. Pegatienan doit revenir se fixer en Côte d'Ivoire en décembre 1987.

J'ai naturellement mentionné à mes interlocuteurs du CIRES ma rencontre avec GERIDA et ai formulé l'espoir, qu'avec la réorientation du CIRES, on puisse assister à une coopération entre les deux unités en matière d'analyse de politiques industrielles. Aller plus loin aurait brouillé les cartes, dans la mesure où notre contact principal en Côte d'Ivoire pour le réseau reste GERIDA.

---

7 Le C.R.D.I. m'avait remis, avant mon départ de Montréal, une liste des projets qu'il finance, dans le domaine des sciences sociales, dans les pays que j'étais appelé à visiter.

J'ai aussi rencontré Achi Atsain, conseiller technique du Ministre de l'industrie, ancien directeur du CIRES, professeur d'économie à l'Université d'Abidjan et Ph.D. de l'Université de l'Etat de New York. Nous nous connaissons depuis plusieurs années. Pour Atsain, l'industrialisation pose en Côte d'Ivoire plusieurs problèmes: le prix (et la tarification) des services d'utilité publique consommés par les industries, la révision du système de subventions, l'augmentation de l'intégration industrielle dans des conditions de concurrence, etc. Atsain m'a confirmé que les calculs de taux de protection effective, qui furent effectués au Ministère de l'industrie, dans le cadre des prêts d'ajustement structurel de la Banque Mondiale à la Côte d'Ivoire, n'ont pas abouti à la création d'une capacité locale de calcul, le travail ayant été fait presque entièrement par des expatriés.[8] Atsain serait tout à fait prêt à être aviseur du réseau, tout en étant ouvert à l'idée de voir un économiste du Ministère servir régulièrement de personne-ressource au groupe GERIDA. Il m'a d'ailleurs offert d'informer, dès maintenant, le Ministre de l'industrie du projet lui-même.

Le C.R.D.I. m'avait suggéré également d'aller à la Banque africaine de développement (BAD) dans le but, d'une part, de les informer du projet de réseau et, d'autre part, de les sonder quant aux possibilités d'obtenir de cette institution une aide matérielle pour les membres africains du réseau.

Les rendez-vous à la BAD furent organisés par le représentant canadien (directeur-exécutif) auprès de l'institution, Terence M. Glavin à qui j'eus d'ailleurs l'occasion d'exposer en détail l'objet de ma mission. Mon rendez-vous principal devait être avec Delphin Rwegasira, directeur adjoint du Département de la recherche et des politiques de développement de la BAD. Rwegasira est tanzanien et au fait de

---

8 L'un de ces expatriés est mon ami et ancien collaborateur au C.R.D.E., Jean-Claude Kessous, qui est actuellement au bureau de la société CEGIR Canada Inc. à Montréal (tél.: (514) 288-6942).

l'existence du Réseau de recherche macroéconomique de l'Afrique de l'Est, financé par le C.R.D.I. A la dernière minute, Rwegasira ne put venir au rendez-vous, ayant été appelé à présider une séance de commission de marchés. Je vis donc son collaborateur immédiat, Oladeji O. Ojo. Le contact fut d'autant plus facile que j'avais rencontré Ojo à la réunion du Réseau de recherche macroéconomique de l'Afrique de l'Est, tenue à Nairobi en décembre 1985. Nous y étions tous deux personnes-ressources, lui-même étant professeur d'économie dans une des universités du Nigeria.

Ojo me promit de rendre compte à Rwegasira de nos desiderata dans la liste desquels je mentionnai la possibilité d'utiliser, à l'occasion, les belles salles de conférence de la BAD pour des réunions du réseau, ainsi que la possibilité d'avoir accès à l'expérience et aux données de l'institution, relativement aux politiques et projets industriels en Afrique. Ojo me confirma que Rwegasira a toujours manifesté beaucoup d'enthousiasme pour cette formule de réseau, telle qu'elle fonctionne en Afrique de l'Est, ce qui est de bon augure.[9]

Finalement, j'ai rencontré à la BAD, trois économistes de la division macroéconomique des programmes de pays (M'Hamed Amdiss, Lucien Baroan et Jean-Baptiste Tavares). Nous avons surtout discuté des efforts d'ajustement structurel dans les pays sahéliens. Je les ai cependant brièvement informés du projet de réseau.

Un résumé de mes rencontres a été fait aux membres de l'Ambassade du Canada: à l'ambassadeur, Jean-Guy St. Martin (qui m'a dit, en passant, qu'il aimerait voir les activités du C.R.D.I. un peu plus identifiées à une contribution canadienne qu'elles ne le sont

---

9 Si l'on veut tenir au courant Rwegasira et Ojo des progrès du projet, il faudra, semble-t-il, devoir le faire en anglais.

actuellement);[10] à Pierre David, conseiller; à François Bellemare, premier secrétaire à la coopération; à Maryse Hébert, deuxième secrétaire à la coopération et organisatrice efficace de mon séjour. Finalement, il s'est fait que, lors de mon séjour à Abidjan, les R.S.T. ("représentants sur le terrain") canadiens dans les pays sahéliens, où le Canada est représenté par l'Ambassade d'Abidjan (Burkina Faso, Mali et Niger), s'étaient réunis dans la capitale ivoirienne en présence d'André Gingras, directeur du Programme Sahel à l'ACDI - Ottawa.[11] J'ai eu l'occasion d'informer Gingras du projet de réseau. Celui-ci est particulièrement intéressé par le potentiel, dans le développement industriel de l'Afrique, du secteur dit informel ou non structuré et semble favorable à la poursuite d'études sur le sujet (je reviens d'ailleurs en plus de détail là-dessus dans la section E, ci-après, relative à ma visite au Zaïre).

Quelques adresses utiles

1. Achi Atsain, conseiller technique, Cabinet du Ministre, Ministère de l'industrie, Tour administrative D, 28e étage, Abidjan (tél. au bureau: 29.14.52 ou 32.77.82).

2. Faculté des sciences économiques, Université d'Abidjan. Contacts principaux: doyen: Adama Bakayoko; vice-doyen et directeur du groupe GERIDA: Eba Aka; autres membres de GERIDA: Bohoun Bouabré, Oussou Kouassy, Placide Zoungrana (tél. du bureau du doyen: 44.40.62).

3. CIRES de l'Université d'Abidjan, 08 B.P. 1295, Abidjan-Cocody. Contacts principaux: Kouadi Yao, directeur; Jean-Marie Manso, directeur adjoint; Mody Bakar Barry, chercheur (tél. au bureau du directeur: 44.08.81 ou 44.21.93).

---

10 Jean-Guy St. Martin est naturellement directement intéressé par les activités de coopération. Il fut, entre autres, directeur du programme Afrique francophone et vice-président aux politiques de l'ACDI.

11 Ces R.S.T. sont Guy Gagnon à Bamako, André Potvin à Niamey et Michel Leblanc à Ouagadougou, qui étaient accompagnés de leurs collaborateurs et collaboratrices.

4. Banque africaine de développement (BAD, 01 B.P. 1387, Abidjan). Contacts principaux: Terence M. Glavin, directeur-exécutif canadien (tél.: 32.50.10 ou 32.07.11, extension 3026); Delphin Rwegasira, directeur-adjoint du Département de la recherche et des politiques de développement et Oladeji O. Ojo, conseiller au même département (tél.: 32.50.10 ou 32.07.11, extentions 3064 et 3425).

5. Ambassade du Canada, 01 B.P. 4104, Abidjan (tél.: 32.20.09). Contacts principaux: Jean-Guy St. Martin, ambassadeur; Pierre David, conseiller; François Bellemare, premier secrétaire à la coopération et Maryse Hébert, deuxième secrétaire à la coopération. Il existe aussi un Bureau de coopération canadienne qui offre des services matériels aux coopérants et aux experts de passage. Il est situé au 4e étage de l'Immeuble Nabil, avenue Noguès, en face de l'Ambassade. Il est sous la responsabilité de Ann Good, conseiller administratif et technique (tél.: 32.92.28).

C. Mali: 23-28 octobre 1987

Mon contact principal, au Mali, a été Nouhoum Sankaré, conseiller technique auprès du Premier Ministre. Il s'occupe principalement des questions d'ajustement structurel, d'industrialisation, d'emploi, de prix et de revenus. Je connais Sankaré depuis 1981. A l'époque, il enseignait encore à l'Institut de productivité et de gestion prévisionnelle à Bamako (I.P.G.P.). Avant d'aller au premier ministère (la "primature"), il enseigna également à l'Ecole nationale d'administration du Mali. Sankaré m'avait été recommandé, à l'origine, par deux collègues, Pascal Salin de l'Université Paris - Dauphine et Clive Gray du Harvard Institute for International Development. Il fut d'ailleurs contacté par ce dernier institut pour faire une étude sur la politique d'emploi du Mali[12] et rédiger les comptes rendus du colloque

---

12 N. Sankaré: La politique d'emploi dans la fonction publique au Mali, Actes du Colloque de Ouagadougou sur les dépenses récurrentes dans les pays sahéliens, janvier 1982, pp. 567-597.

national, qui se tint au Mali en 1984, sur les dépenses récurrentes de fonctionnement et d'entretien du programme de développement.

Sankaré désire créer, depuis longtemps à Bamako, un groupe de recherche et de consultation avec un collègue titulaire d'un MBA des Etats-Unis. Ce groupe utiliserait aussi les services de deux ou trois étudiants de dernière année en économie de l'Ecole nationale d'administration. Il est en quête d'une aide matérielle pour réaliser cet objectif et a déjà commencé un tour des représentants au Mali des bailleurs de fonds publics (il a rencontré les gens de la R.F.A. et doit rencontrer ceux du Canada et des E.U.). Le développement industriel est l'un des thèmes prioritaires qu'il a retenus. Sankaré serait, de ce fait, naturellement prêt à relier son unité future de recherche au réseau. Il serait aussi prêt à assister à la réunion de Dakar en 1988.

Etant donné le lien qui s'établirait entre Sankaré et des chercheurs de l'Ecole nationale d'administration (ENA), je me suis rapidement rendu à cette dernière institution. J'y ai rencontré André Gingras (aucun lien avec le directeur du Programme Sahel à l'ACDI, lui aussi André Gingras). Gingras est de l'Ecole nationale d'administration publique de Québec (ENAP). Il est à l'ENA pour un long séjour et s'y occupe principalement d'une cellule de perfectionnement en administration et gestion. A l'ENA, il y a trois orientations: le droit, la gestion et l'économie. Rappelons ici qu'il n'y a pas d'université au Mali, mais des grandes écoles où le système de promotion obéit aux règles du Comité africain et malgache de l'enseignement supérieur ou CAMES (voir section B, ci-dessus, relative à la Côte d'Ivoire). L'économie est enseignée au Département d'étude et de recherche économique. Les deux premières années sont celles du tronc commun. En troisième et en quatrième année, il faut choisir entre gestion, économétrie et économie générale. Comme dans plusieurs pays africains où l'enseignement de l'économie est dispensé par des professeurs ayant étudié à l'Est comme à l'Ouest, les étudiants sont confrontés aux deux écoles de pensée. Il semble aussi que l'emphase soit mise sur l'analyse de type macroéconomique (le Plan, le budget national,

les grands agrégats, ...) et moins sur l'analyse des comportements micro-économiques des producteurs et des consommateurs.

J'ai relaté à Gingras l'essentiel de mes entretiens avec Sankaré. Dans la mesure où le réseau pourrait permettre l'utilisation de jeunes chercheurs de l'ENA, à l'occasion d'un projet concret d'étude, Gingras s'est déclaré prêt à pousser l'idée du côté des responsables de l'institution au moment voulu. Il devait revoir Sankaré à ce sujet après mon départ de Bamako.

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) intervient au Mali surtout dans des projets d'entretien. J'ai rencontré Robert A. Spurling, ingénieur-mécanicien, de nationalité américaine, qui travaille depuis 20 ans en Afrique dans de tels projets. Il m'a d'abord rappelé que l'ONUDI a organisé à Bamako, en mai 1986, une conférence sur les perspectives d'industrialisation du Mali.[13] De la conversation, j'ai surtout retenu: si l'on veut mieux comprendre ce qui se passe en matière d'industrialisation en Afrique, il faut étudier avec soin les rares cas de succès, car les entrepreneurs concernés ont quelque chose qui "doit faire la différence"; tout auteur d'étude basée sur des données chiffrées de l'entreprise doit compléter l'information reçue avec une visite de l'établissement, les écarts étant souvent significatifs; l'échec industriel en Afrique est souvent dû au fait que l'industriel africain "s'accroche" à son projet même s'il ne marche pas, alors que l'entrepreneur européen ou nord-américain ferme boutique (déclare faillite) lorsque cela ne va pas et très rapidement démarre quelque chose d'autre (ce qui est une hypothèse testable).

Spurling m'a également informé de deux études PNUD en cours sur le secteur informel de production de Bamako. Je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer les chercheurs responsables (Jorge Cabrera et Claudio Caffi).

13 Les comptes rendus de cette conférence sont dans: ONUDI: Journées d'étude sur le schéma directeur de l'industrie, projet DP-MLI-82-104, 12-13 mai 1986.

Dans la mesure où l'ONUDI serait sollicitée pour faire partie d'un consortium possible de support matériel au projet de réseau, il faudrait contacter Bingyao Zhang (Department for Programme and Project Development, UNIDO, Vienne, Autriche).

Au cours de mon séjour à Bamako, j'ai fait état du projet de réseau à Charles Larsimont, représentant-résident du PNUD, Marcel Monette, mon ancien et proche collaborateur au C.R.D.E., depuis peu, économiste au bureau du PNUD au Mali, et à El Hassane Drave, correspondant national du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), avec qui j'eus l'occasion de travailler il y a plusieurs années.

Un résumé de mes rencontres a été fait à Guy Gagnon, conseiller à la coopération et consul du Canada (notre pays a, au Mali, un Bureau de l'Ambassade qui dépend de la mission d'Abidjan). Etait également présent, le nouveau responsable canadien du Programme de restructuration du marché céréalier du Mali (P.R.M.C.), l'économiste Pierre-Michel Allard.

Quelques adresses utiles

1. PNUD, B.P. 120, Bamako. Alors que le centre administratif et commercial de Bamako est sur la rive gauche (nord) du fleuve Niger, le bureau du PNUD est sur la rive droite (sud) dans le quartier Badalabougou - Est, Immeuble Me. Hamiciré N'Doulé (tél.: 22.36.94 ou 22.37.23, télex: UNDEVPRO 2552). Contacts principaux: Charles H. Larsimont, représentant-résident; Alain Azouvi, économiste hors siège;[14] Marcel Monette, économiste. Toute correspondance adressée à Robert A. Spurling du projet ONUDI peut l'être à la B.P.

[14] Je n'ai pas rencontré Alain Azouvi qui était absent de Bamako. On me dit qu'il connaît très bien la région, étant également responsable de programmes PNUD en Guinée et en Mauritanie.

120 du PNUD. Spurling a toutefois un numéro de téléphone différent: 22.22.59 ou 22.22.79, son bureau étant situé dans le centre administratif de Bamako.[15]

2. El Hassane Drave, correspondant national du CILSS, Ministère de l'agriculture, B.P. 61, Bamako (tél. au bureau: 22.27.85 ou 22.29.79; à domicile: 22.79.64).

3. Nouhoum Sankaré, conseiller technique auprès du Premier Ministre, B.P. 2659, Bamako (tél. au bureau: 22.29.82 ou 22.49.25).

4. André Gingras, professeur, projet CEPAG, Ecole nationale d'administration, Bamako (tél.: 22.27.19).

5. Guy Gagnon, conseiller à la coopération et consul, Bureau de l'Ambassade du Canada, B.P. 198, Bamako (tél.: 22.43.62 ou 22.22.36, télex: 2530 DOMCAN).

6. Arona Diallo, responsable canadien du projet SADEKO (santé, développement, Koulikoro). Le projet SADEKO, situé à Koulikoro (à 60 km de Bamako sur la rive gauche du fleuve Niger), est un projet de l'O.N.G. CECI (Montréal). Diallo est lui-même d'origine guinéenne. Il parle donc le Pular, parlé au Mali, et comprend le Bambara, la langue dominante, qui fait partie du groupe des langues mandingues, aussi parlées en Guinée. Diallo a fait des études d'économie à l'Université de Dakar et à l'Université de Montréal. Adresse postale: CECI, B.P. 109, Bamako. On peut le rejoindre à Koulikoro en téléphonant au docteur Mohamed Taher Touré, médecin chef du centre de santé de Koulikoro (tél.: 22.20.66).

---

15 Un canadien, d'origine ivoirienne, Maurice Koué, économiste-gestionnaire, travaille avec Spurling. Je l'ai très brièvement rencontré.

D. Sénégal: 30-31 octobre 1987

Les événements du Burkina Faso m'obligèrent à réorganiser l'itinéraire de mon voyage. L'étape de Dakar en souffrit. Je ne pus rester que deux jours ouvrables dans la capitale sénégalaise, au lieu de trois. Et encore, ce furent deux journées tronquées: le vendredi est, on le sait, jour de prière en terre d'Islam, si bien que l'interruption entre la matinée et l'après-midi est particulièrement longue; le samedi après-midi est lui férié. Malgré cela, je ne fus pas trop malchanceux dans mes rendez-vous, grâce, entre autres, à la précieuse collaboration de Rachel Charron, deuxième secrétaire à la coopération de l'Ambassade du Canada et consul.

Le contact principal identifié par Réal Lavergne (C.R.D.I. - Ottawa) était Ely Fall, chargé d'enseignement à la Faculté des sciences économiques de l'Université Cheikh Ante Diop.[16] Ely Fall a déjà un projet financé par le C.R.D.I.: la rédaction d'un code des investissements pour le Sénégal (3-P-82-0252). C'est un homme chaleureux et bien informé mais, comme l'avait déjà remarqué Lavergne, très occupé, car surtout impliqué dans la consultation auprès d'entreprises. Ses spécialités sont la gestion et la finance de l'entreprise, le calcul des taux de rentabilité privée, la comptabilité de la firme. Fall considère qu'il est dans une faculté de généralistes, alors qu'on aurait besoin de gestionnaires, point de vue assez semblable à celui qu'avaient exprimé certains membres du groupe GERIDA de l'Université d'Abidjan (voir, ci-dessus, section B consacrée à la Côte d'Ivoire). Je lui ai exposé l'idée de projet de réseau. Inévitablement, Fall réduit toute tentative d'analyse économique de la structure des coûts des entreprises industrielles à des analyses de rentabilité financière. Il n'a d'ailleurs pas beaucoup d'estime pour les analyses de rentabilité économique (ou sociale) que font les économistes (les "généralistes").

16 L'Université de Dakar a en effet été rebaptisée au nom de l'illustre historien sénégalais, spécialiste de l'histoire africaine, décédé il y a peu de temps.

Bien qu'ayant fortement apprécié l'échange d'idées avec Fall et sa franchise, je suis quand même sorti de son bureau un peu perplexe. Ayant décanté mes impressions lors d'un repas que je pris en solitaire, j'arrivai à la conclusion suivante: "si Fall devient l'homologue sénégalais principal du réseau, le projet d'analyse économique et d'analyse de politiques économiques, au principe duquel sont attachés les groupes des autres pays, deviendra au Sénégal un projet de formation de gestionnaires; former des gestionnaires compétents est évidemment primordial pour le développement, mais procède d'une logique différente et exige des moyens et des intervenants également différents; il faut donc chercher ailleurs au Sénégal, même s'il est fortement désirable de conserver le contact avec Fall, notamment lorsqu'il s'agira, par exemple, d'interpréter des données statistiques sur les entreprises". Je décidai donc de rentabiliser les relations que j'avais conservées dans l'administration économique du pays.[17]

Ce fut d'abord Prosper Youm, directeur de la prévision et de la conjoncture au Ministère des Finances. Rencontrer Youm avait un triple intérêt: c'est un des hommes les plus impliqués dans la gestion économique du Sénégal; il a un franc-parler qui permet immédiatement à l'interlocuteur de savoir de quoi il en retourne; c'est sous sa direction qu'a été effectuée de 1983 à 1986 une étude sur les incitations industrielles. Cette étude fut financée par la Banque Mondiale. Des trois chercheurs sénégalais impliqués dans l'étude, A. Lom, J.-B. Diouf et A. Faye, le dernier est toujours à la direction de la prévision et de la conjoncture, A. Lom étant au Ministère du développement rural et J.-B. Diouf aux douanes. Finalement, la banque de données de l'étude existe encore, m'a dit Youm. Il serait prêt lui-même à faire redémarrer

---

17 Je n'eus pas le temps matériel de visiter le Centre de recherches économiques appliquées (CREA) de l'Université Cheikh Ante Diop (directeur: le professeur M. Kassé). Cela aurait pu être une autre stratégie. Je n'ai toutefois pas trouvé de projet du CREA dans le Répertoire des projets de recherche en matière de développement en Afrique, publié en 1986 par l'O.C.D.E. (Paris).

ce genre d'investigation avec des données à jour et en collaboration avec des chercheurs universitaires, mais "pas n'importe qui", a-t-il ajouté. Ma recommandation serait de tout simplement demander à Youm de former l'équipe sénégalaise qui ferait partie du réseau. Il est douteux qu'il puisse lui-même s'impliquer à fond, mais on saurait que la personne, à laquelle il déléguerait la responsabilité de la tâche, pourrait travailler avec le support complet de l'administration sénégalaise et en collaboration avec des chercheurs universitaires acceptés par celle-ci.

Je rencontrai au Ministère du plan et de la coopération Abdou Malick Sow, conseiller technique auprès du Ministre, Baba Top, directeur de la planification, ainsi que deux économistes de la direction, Abdoulaye Fall et Oumy Diagne, cette dernière ayant effectué en 1985 un stage en modélisation économique au C.R.D.E. de l'Université de Montréal. Bien que nos entretiens portèrent surtout sur le programme sénégalais d'ajustement structurel, j'eus l'occasion d'exposer le projet de réseau, en particulier, au directeur de la planification, Baba Top. Celui-ci m'assura que sa direction serait heureuse de collaborer à une étude sur le développement industriel et qu'il serait prêt à y affecter un économiste. Il est aussi favorable à ce que l'on "jette des ponts" avec l'Université, en matière de recherche.

J'informai Makhtar Diouf, professeur d'économie à l'Université Cheikh Ante Diop, du projet de réseau. Makhtar Diouf a une grande autorité intellectuelle et morale sur les économistes sénégalais et africains, en général, dont beaucoup suivèrent ses cours. Il joue aussi un rôle de critique de la politique économique. S'il est peu favorable à des étrangers qui viennent utiliser des chercheurs africains pour faire leurs propres publications, il est par contre prêt à appuyer toute initiative sérieuse de support à la recherche économique au Sénégal. Il m'a assuré qu'il serait heureux de maintenir le contact avec le réseau et, à l'occasion, de servir d'aviseur, si cela lui était demandé. Il n'a pas désavoué non plus l'idée de s'adresser à Youm pour organiser la participation sénégalaise au réseau, bien au contraire.

Ici s'arrêtèrent mes contacts à l'Université et dans l'administration du Sénégal. J'eus cependant d'autres entretiens à Dakar.

Je rencontrai Thandika Mkandawire, directeur (et non plus directeur adjoint, comme nous le croyions au Canada) du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA) dont le siège est à Dakar. Mkandawire est originaire du Malawi. Il a fait son doctorat en économie à l'Université de Stockholm où il a enseigné. Je lui exposai le projet de réseau. Je lui dis aussi que je connaissais mal le CODESRIA et son activité. Nous n'avons pas élaboré sur ce dernier point. Très rapidement, en effet, la discussion porta sur les problèmes du développement en Afrique. Je pus constater tout aussi rapidement que j'avais devant moi un interlocuteur non seulement admirablement informé de ce qui se fait en recherche en Afrique et ailleurs, mais encore doté d'une pensée originale et claire. En plus, Mkandawire, tout en étant appelé à coordonner des activités souvent interdisciplinaires, me semble conserver un profond respect pour les méthodes de l'analyse économique, ayant été lui-même formé dans une des meilleures universités de la discipline. Après deux heures et demi de conversation avec Mkandawire, j'étais convaincu qu'il aurait un rôle à jouer dans la mise en place et le fonctionnement du réseau, en tant qu'aviseur, entre autres. Il n'est pas exclu qu'il vienne me voir prochainement à Montréal. De toute façon, je lui ai promis de le tenir étroitement au courant des développements relativement au projet de réseau.

Il m'avait été dit au C.R.D.I. à Ottawa qu'on attendait aussi des suggestions sur le choix d'une institution qui pourrait éventuellement accueillir, dans l'un des pays, un économiste-coordinateur du réseau disposant d'un minimum d'infrastructure administrative. On n'était pas favorable à voir cet économiste-coordinateur s'installer dans un bureau régional du C.R.D.I., comme celui du Dakar, ou dans un bureau d'ambassade. Une institution africaine serait préférable.

Même avant mon départ pour l'Afrique, le Centre africain d'études supérieures en gestion à Dakar, le CESAG, me semblait idéal à cet égard. Le CESAG est l'ancien Institut supérieur sénégalais de gestion des entreprises qui fut créé dans les années 70 comme projet, dit de la Présidence, sur fonds Banque Mondiale et ACDI, entre autres, le Canada ayant fait de la "formation de formateurs" avec l'aide du CETAI des H.E.C. de l'Université de Montréal. J'avais eu l'occasion de donner, et même de co-organiser, deux séminaires à cet institut au début des années 80. j'en avais conservé un excellent souvenir: personnel enseignant dynamique, salles bien entretenues, secrétariat efficace, capacité d'organisation de conférences avec traduction et moyens audio-visuels, facilités micro-informatiques, etc.

L'Institut supérieur de gestion des entreprises est devenu, il y a environ trois ans, un institut africain, le CESAG, école spécialisée de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) dont les pays membres sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. La CEAO a en effet plusieurs écoles spécialisées (pêche, mines, etc.) à vocation régionale dans les pays membres.

C'est ainsi que je me suis présenté au CESAG, sans rendez-vous d'ailleurs. Je fut reçu par son très aimable directeur général, Hongui Richard Gbayoro (de nationalité ivoirienne), dont l'intérêt professionnel, m'a-t-il dit, est l'économie internationale. Il me fit visiter la nouvelle aile, en construction, de l'école. Il est tout à fait prêt à explorer, lors de notre réunion à Dakar en 1988, les possibiités d'une location d'espace et de secrétariat pour l'économiste-coordinateur. Le CESAG, a-t-il ajouté, serait honoré d'accueillir un tel projet. Mon avis est qu'il ne faut pas hésiter. Le CESAG a d'ailleurs un département de consultation dirigé par mon ami et ancien collègue sénégalais Papa Nalla Fall, à qui j'ai aussi rapidement exposé le projet. Au CESAG, travaille également, comme consultant, Ahmadou Traore, de nationalité malienne et titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal. Traoré a notamment effectué pour le CILSS (Ouagadougou) une

évaluation des centres de recherche au Sahel (je n'en sais pas plus, l'intéressé étant en mission, lors de mon passage à Dakar).

J'ai rencontré à l'Ambassade du Canada Carol Voyer (conseiller et chef de la section de la coopération) et Rachel Charron (deuxième secrétaire à la coopération et consul). Je n'ai pas eu l'occasion malheureusement de leur faire un état complet de mes rencontres, celles-ci s'étant prolongées dans la journée du samedi. Par contre, ils savent de quel type de projet il s'agit.

J'ai fait plusieurs appels, sans succès, à Marie-Hélène Collion, au bureau du C.R.D.I. à Dakar. J'espère que nous pourrons nous rencontrer en 1988 avec le nouveau directeur du bureau, Pierre Sané, et le responsable des programmes en sciences sociales, Sidiky Coulibaly. Sané et Coulibaly, lors de mon passage à Dakar, étaient, semble-t-il, à Ottawa.

Quelques adresses utiles

1. Centre africain d'études supérieures en gestion (CESAG), boulevard du Général de Gaulle X Malick Sy, B.P. 3802, Dakar (tél.: 21.92.23 ou 21.92.54; télex: 1423 CESAG SG). Hongui Richard Gbayoro, directeur général; Ahmadou Diakite, directeur administratif (que je n'ai pas rencontré); Papa Nalla Fall, chargé du département de la consultation.

2. Université Cheikh Ante Diop, Dakar. Faculté des sciences juridiques et économiques (tél.: 21.01.34 et 23.05.70). Professeurs: Ely M. Fall (tél. à domicile: 23.09.63), Makhtar Diouf.

3. Ministère des finances, Direction de la prévision et de la conjoncture, Prosper Youm, directeur (tél.: 22.14.44).

4. Ministère du plan et de la coopération, Building administratif, Dakar (tél.: 23.10.88). Contacts: Abdou Malick Sow, Conseiller du Ministre; Baba Top, directeur de la planification; Oumy Diagne, économiste à la direction de la planification.

5. CODESRIA, B.P. 3304, Dakar-Fann; Thandika Mkandawire, directeur (tél.: 23.02.11).

6. Ambassade du Canada, 45 boulevard de la République, B.P. 3373, Dakar (tél.: 21.02.90; télex, 632 DOMCAN SG). Carol Voyer, conseiller et chef de la section de coopération; Rachel Charron, deuxième secrétaire à la coopération et consul.

7. C.R.D.I., 66 boulevard de la République, B.P. 11007, Dakar (tél.: 21.09.20, 21.07.73, 21.42.31). Pierre Sané, directeur; Sidiky Coulibaly, responsable du programme en sciences sociales.

E. Zaïre: 8-13 octobre 1987

Mes contacts au Zaïre avaient été identifiés par Réal Lavergne (C.R.D.I. - Ottawa) à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Kinshasa (l'"UNIKIN"). La Faculté des sciences économiques compte environ 40 enseignants dont seulement, semble-t-il, un expatrié (le père Boute, démographe). Elle a trois orientations: démographie, sciences économiques pures et sciences économiques appliquées, ces dernières étant l'équivalent des sciences commerciales. Les sciences économiques pures ont plusieurs filières: économie mathématique, économie publique et industrielle, économie monétaire et internationale, économie rurale. Il y a trois années de "graduat", deux années de licence et deux années de diplôme d'études supérieures (D.E.S.).

J'y ai ainsi rencontré Mafuku Kintambu, doyen et conseiller au bureau du Président-fondateur du Zaïre, Tomasikila Kioni-Kiabantu, doyen

par intérim, Miyamueni Kamiantako, chef du Département d'économie, Muhima Sebisogo, vice-doyen à la recherche et directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et Bofeki Bossonga, secrétaire de l'IRES.

Le doyen Kintambu a obtenu son doctorat en économie à l'Université de Madrid et depuis a fait de nombreux séjours dans des universités étrangères, dont au Special MIT Program for Urban and Regional Studies of Developing Areas (Cambridge, Mass., E.U.). Il enseigne l'économétrie. Le doyen par intérim, Kioni-Kiabantu, est docteur en sciences économiques (1980) de l'Université Catholique de Louvain avec une formation, entre autres, en économie mathématique. La veille de le rencontrer, j'ai trouvé en librairie son dernier ouvrage: Evolution et transformation des structures de l'économie zaïroise: 1970-1984, Presses de l'Université de Kinshasa, 1987 (co-auteurs: Gamela Nginu Diamuangana et Maphana ma Nguma). Le chef du Département d'économie, Kamiantako, a un doctorat de l'Université de Gand en Belgique. Son principal sujet d'intérêt est l'analyse structurelle basée sur l'utilisation des tableaux d'échanges inter-activités de type Leontief. Il rentre d'un séjour à l'Université de Osaka au Japon.[18] Le directeur de l'IRES, Sebisogo, a un Ph.D. en sciences sociales de l'Université Laval (avant de quitter le Canada, il m'avait d'ailleurs visité à Montréal au C.R.D.E. pour s'informer des activités de notre centre). Le secrétaire de l'IRES, Bossonga, a également étudié à Louvain-la-Neuve. Il enseigne la micro-économie. Bref, une équipe très bien formée, habituée à la prise de décision collégiale et, je l'apprendrai rapidement, fortement motivée.

La motivation est ici aussi liée à la promotion de carrière. Par ordre ascendant, l'échelle des enseignants est: chargé de pratiques professionnelles, assistant, chef de travaux, professeur associé, professeur ordinaire. Pour passer de chef de travaux à professeur

---

18 M. Kamiantako et J. Tsukui: Optimal Development Strategy for the Zairean Economy, The Institute of Social and Economic Research, Osaka University, cahier no 152, juin 1987.

associé, il faut avoir écrit au moins deux articles et un syllabus de cours; pour passer de professeur associé à professeur ordinaire, quatre articles ou un livre. Il y a ensuite l'intérêt qu'ont toujours eu les intéressés pour les problèmes d'intégration industrielle, auquel se greffe l'intérêt actif et récent du doyen par intérim, Kioni-Kiabantu, pour les activités de production du secteur informel ou non structuré, qu'il préfère appeler "tradi-moderne". Pour le doyen Kintambu, c'est Kioni-Kiabantu qui doit prendre la responsabilité de l'unité zaïroise de recherche. Kioni-Kiabantu compte d'ailleurs baptiser cette unité Groupe de recherches africaines en analyse et politique para-économiques, le "para" soulignant, qu'à côté des structures économiques, il y a aussi à considérer au Zaïre les structures sociales, mentales et autres, lorsqu'on fait l'analyse du développement. Deux assistants s'ajouteraient au groupe: Koto (pour le secteur urbain tradi-moderne) et Kamerkhe (pour le secteur rural correspondant).

J'ai souligné à Kioni-Kiabantu combien il serait intéressant de comparer les incitations auxquelles sont soumises les activités tradi-modernes et les activités modernes produisant des biens satisfaisant des besoins identiques (produits du travail du bois, de la métallurgie, etc.). L'équipe ne semblait pas au courant des travaux sur la protection effective au Zaïre, qui ont été effectués par Eckhard Siggel, professeur d'économie à l'Université Concordia de Montréal.[19]

Le problème d'honoraires pour les chercheurs, qui avait été soulevé lors du passage de Lavergne, n'a pas été évoqué. Il faut souligner que très recemment les salaires des enseignants ont été fortement augmentés à l'Université de Kinshasa.

---

19 Eckhard Siggel: "Protection, Distortions and Investment Incentives in Zaïre: A Quantitative Analysis", Journal of Development Economics, vol. 22, no 2, juillet-août 1986, pp. 297-319. Keith Marsden et Thérèse Belot signalent également que des études auraient commencé au Zaïre (au Ministère du plan?), sous l'égide de la Banque Mondiale et dans le cadre du prêt SOFIDE III, avec comme objectif de calculer le degré de compétitivité externe des industries du pays (voir K. Marsden et T. Belot: Private Enterprise in Africa, World Bank Discussion Papers, no 17, World Bank, Washington, D.C., 1987, p. 29). Je n'ai pas pu encore vérifier la chose.

Le doyen étant de facto président du conseil scientifique de l'IRES, il ne se pose aucun problème en ce qui concerne la paternité du groupe. L'IRES est d'ailleurs le "véhicule" de recherche de la Faculté. En matière de publication, l'IRES produit régulièrement les indices mensuels des prix de détail des biens de consommation courante vendus dans les marchés et magasins de Kinshasa. Faute de moyens, la publication de la revue principale de l'IRES (Cahiers Economiques et Sociaux) est, quant à elle, interrompue depuis plus d'un an, alors que plusieurs manuscrits d'articles ont été acceptés. Ceci a un double impact: affaiblissement du rayonnement scientifique de l'IRES et tarissement du flux de publications étrangères obtenues sur la base de l'échange avec les Cahiers Economiques et Sociaux. A titre indicatif, un numéro des cahiers exige 160 000 Zaïres de subvention, soit, au taux de change en vigueur en octobre 1987 (1 $ can. = 94 Z.), environ 1 700 $ can. Le directeur de l'IRES, Sebisogo, est bien prêt à n'avoir qu'un numéro annuel des Cahiers plutôt que deux (n'y aurait-il pas moyen de débloquer rapidement cette malheureuse situation?).

Une rencontre fortuite, dans le bureau du doyen, avec le Commissaire ("ministre") à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique du Zaïre, a permis d'informer ce dernier de l'objet de ma mission. Le Commissaire enseigne l'économie rurale à la Faculté.

Le 13 octobre, j'ai donné à la Faculté de sciences économiques de l'UNIKIN une conférence intitulée: "Progrès récents dans les méthodes de modélisation du développement économique". Malgré la technicité du sujet, il y avait environ 50 personnes dont plusieurs enseignants. J'ai limité mon temps de présentation à 45 minutes, ce qui a permis un débat long et animé.

Il m'avait été conseillé également de rencontrer le Père Léon de St. Moulin, originaire de Belgique, ancien recteur de l'Université Lovanium (un des noms qu'a portés l'UNIKIN), secrétaire général

académique de la Faculté de théologie de l'Université et spécialiste en histoire économique. Le Père de St. Moulin est au Zaïre depuis 1959. Il est une encyclopédie vivante de ce qui s'est fait et se fait en matière de recherche économique et sociale. Il anime le CEPAS (Centre d'études pour l'action sociale) qui fait de la recherche et de la vulgarisation dans le domaine des sciences humaines. Dans la mesure où le groupe de recherche de la Faculté de sciences économiques s'intéresserait à des monographies d'activités économiques, de St. Moulin a attiré mon attention sur l'existence d'études de très bonne qualité et détaillées que font régulièrement les professeurs et étudiants des Instituts supérieurs pédagogiques que l'on retrouve dans tout le pays. Au Zaïre la recherche économique ne se déroule pas seulement dans la capitale du pays. On devra se le rappeler, d'autant plus que cela s'applique sans doute à d'autres pays (le Cameroun, par exemple).

J'ai fait un résumé de mes rencontres à Denis Marentz, premier conseiller à la coopération de l'Ambassade du Canada.[20]

Quelques adresses utiles

1. Université de Kinshasa, Faculté des sciences économiques, B.P. 832, Kinshasa XI (tél.: 23064 ou 22113). Contacts: Mafuku Kintambu, doyen; Tomasikila Kioni-Kiabantu, doyen par intérim; Muhima Sebisogo, vice-doyen à la recherche et directeur de l'IRES; Miyamueni Kamiantako, chef du Département de l'économie; Bofeki Bossonga, secrétaire de l'IRES.

2. Léon de St. Moulin, CEPAS, 9 avenue Père Booka, Gombé, B.P. 5717, Kinshasa I (tél.: 22791; télex: 21008 DIA ZR ATT CEPAS).

---

20 J'avais également essayé de renconter Kalala Kabuya, Ph.D. en sciences économiques de l'Université de Montréal, qui enseigne à l'Université de Kinshasa. Il était absent de la capitale, en mission à titre de conseiller du vice-premier commissaire ("ministre") du Zaïre.

3. Ambassade du Canada, Building Shell, boulevard du 30 juin, Gombé, B.P. 8341, Kinshasa I (tél.: 22706, 24346, 27839; télex: 21203 ZR). Contacts: Denis Marentz, premier secrétaire à la coopération et Joe Arazi, logisticien.[21]

4. Un ami qui connaît admirablement bien Kinshasa et la population kinoise: l'Abbé Mena-Ndzaka, vicaire à la paroisse St. Michel, zone de Bandalangwa, B.P. 1800, Kinshasa I.

SECTION III: RÉSUMÉ ET CONCLUSION

L'objet de ma mission au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Zaïre a été d'explorer, avec des chercheurs nationaux, la possibilité de mettre sur pied un Réseau d'analyse macroéconomique pour l'Afrique centrale et de l'Ouest (RAMAFCO) qui travaillerait, durant les deux premières années de son existence, sur les systèmes de protection et d'incitations dont bénéficient les activités industrielles des pays.

Une première constatation est que l'idée du RAMAFCO rencontre un consensus et que le thème suggéré est considéré comme acceptable, mais avec des nuances. Il y a d'abord le souci de ne pas se limiter aux activités industrielles modernes, mais aussi d'inclure les activités "tradi-modernes" ou informelles et, en particulier, celles qui sont en concurrence avec le secteur moderne, compte tenu du type de biens qu'elles produisent. Il y a aussi le souci de ne pas se borner à faire des calculs mécaniques de taux de protection, mais de déboucher, en plus, sur des analyses fines d'impact de la réglementation économique. Dans le cas d'au moins un pays, il y a aussi la préoccupation d'inclure ultérieurement les résultats de l'analyse dans un modèle de simulation des politiques économiques nationales.

---

21 L'ambassade a un service payant de support logistique: voitures, chauffeurs, radio, guest-house, etc.

Au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Zaïre, les chercheurs nationaux, très clairement, travailleront au sein de l'Université, avec la collaboration d'une ou de plusieurs personnes-ressources de l'administration économique du pays. Au Sénégal, sous réserve d'un accord final avec les services intéressés, la recherche se ferait dans l'administration avec, possiblement, le concours de chercheurs de l'Université. Au Mali, la situation sera plus hybride, dans la mesure où il s'agira d'économistes de l'administration démarrant un groupe de recherche, indépendamment de celle-ci.

La motivation principale des chercheurs des trois pays, où la recherche se fera à l'Université (Cameroun, Côte d'Ivoire, Zaïre), est l'impact que peut avoir le projet sur leur épanouissement et sur leur promotion académique. A cela s'ajoute, la capacité de susciter des travaux de doctorat qui bénéficieraient d'un minimum d'infastructure d'appui. Au Sénégal, il y a un intérêt direct à mettre à jour des études qui avaient été effectuées dans le passé. Au Mali, le thème retenu est considéré comme prioritaire par le groupe de recherche en gestation.

Je suggère que la réunion prévue en février-mars au bureau du C.R.D.I. à Dakar, en vue d'élaborer par écrit la proposition détaillée du projet RAMAFCO, regroupe:

1. le responsable principal national de chaque pays: B. Nssah Essama, vice-doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Yaoundé (Cameroun); Eba Aka, vice-doyen de la Faculté des sciences économiques de l'Univesité d'Abidjan (Côte d'Ivoire); Nouhoum Sankaré, conseiller du Premier Ministre du Mali; Prosper Youm (ou son représentant), directeur de la prévision et de la conjoncture

au Ministère des Finances du Sénégal; Tomasikila Kioni-Kiabantu, doyen par intérim de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Kinshasa (Zaïre);[22]

2. trois aviseurs africains: Achi Atsain, conseiller technique du Ministre de l'industrie de la Côte d'Ivoire et professeur à l'Université d'Abidjan; Makhtar Diouf, professeur d'économie à l'Université Cheikh Ante Diop de Dakar et Thandika Mkandawire, directeur du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA);

3. trois économistes du Centre de recherche et développement en économique de l'Université de Montréal (C.R.D.E.): Bernard Decaluwé, André Lemelin et André Martens, le C.R.D.E. ayant été pressenti pour assurer le support logistique de RAMAFCO;

4. les responsables concernés du C.R.D.I. (Ottawa et Dakar).

Je suggère qu'une réunion de travail se passe au plus tôt au C.R.D.I. à Ottawa au cours de laquelle on discuterait du présent support et on établirait une proposition détaillée de l'ordre du jour qui sera soumis à la rencontre de Dakar.

Je suggère qu'entre temps le C.R.D.I. informe régulièrement les membres potentiels du consortium de RAMAFCO (BIRD, BAD, ONUDI, AUPELF, ACDI, etc.) des progrès en cours.

---

22 A ceux-ci pourrait s'ajouter T. Thiombiano, directeur du Centre d'études, de documentation et de recherches économique et sociale (CEDRES) de l'Université de Ouagadougou (ou son représentant).